

GAUCHEBDO

SUCESSEUR DE LA «VOIX OUVRIÈRE» FONDÉE EN 1944 • WWW.GAUCHEBDO.CH

N° 49 • 10 DÉCEMBRE 2021 • CHF 3.-

Vaud: le POP présente deux candidat.es de combat à l'Exécutif pour mars 2022 page 2



Médias: en votation le 22 février, les aides à la presse: une panacée? page 4



Interview de Diego Pary, ambassadeur bolivien auprès de l'ONU page 5

Des coupes aux effets délétères

SUISSE • Après la suppression du droit de timbre d'émission sur le capital propre, sur laquelle nous voterons en février, les chambres veulent en finir avec l'impôt anticipé sur les intérêts des obligations suisses. Un nouveau référendum est en préparation.

La gauche est remontée. Lors de la session d'hiver des chambres, la majorité bourgeoise du parlement, sur incitation du Conseil fédéral a relancé ces coupes dans les impôts fédéraux. Dernier en date: le projet de supprimer l'impôt anticipé sur les intérêts des obligations suisses. Au Conseil des Etats, le sénateur saint-gallois socialiste, Paul Rechsteiner a mis en garde le 31 novembre ses collègues contre de nouveaux cadeaux fiscaux aux grandes entreprises comme UBS ou Credit suisse et sonner la charge.

Améliorer l'attractivité de la place financière suisse? «Celle-ci n'est pas sous-capitalisée, bien au contraire! En raison d'excédents massifs et d'énormes afflux de capitaux, nous nous trouvons dans une situation historiquement unique, à savoir que la Banque nationale doit combattre ces afflux de capitaux par des taux d'intérêt négatifs – au détriment des épargnants en Suisse et de notre prévoyance vieillesse. Avec une baisse d'impôt pour le marché des capitaux, vous aggravez encore ce mal de la surcapitalisation», a-t-il dénoncé, estimant que la place financière était surtout «sous-imposée».

Equité fiscale

Le socialiste a aussi mis en avant la nécessité de l'équité fiscale pour tous. «Pourquoi le peuple a-t-il récemment rejeté, lors de votations référendaires, des projets fiscaux émanant de cette Assemblée, comme la troisième réforme de l'imposition des entreprises (sous sa première mouture en 2017, ndlr) et les déductions pour enfants? Ces projets ont été rejetés car ils violaient les principes de l'équité fiscale. La population est accablée par des primes d'assurance maladie et des loyers élevés. Elle a un sens aigu de l'équité fiscale», a-t-il dénoncé, tout en rappelant que cet impôt anticipé fait partie des impôts les plus rentables de la Confédération. Il estime les pertes probables entre 600 et 800 millions par an, alors que le Conseil fédéral parle de 170-200 millions. Ajoutons que ces pertes affecteront aussi les Cantons, à qui sont versés 10% du produit de l'impôt anticipé.

Pour le parti socialiste, qui lancera un référendum, soutenu par l'ensemble de la gauche, cet impôt anticipé sur les intérêts des obligations suisses doit aussi être maintenu pour éviter l'évasion fiscale. Car comment marche ce système? Dans un premier temps, 35% d'impôt anticipé sont déduits des revenus de l'épargne. Les personnes qui déclarent correctement leur fortune et les intérêts en découlant dans leur déclaration d'impôt se voient rembourser l'impôt anticipé dans un deuxième temps. «Il est insensé de récompenser précisément ceux qui ne déclarent pas correctement en supprimant partiellement l'impôt anticipé et de favoriser ainsi la malhonnêteté fiscale au détriment des personnes honnêtes, par exemple au détriment de tous ceux qui sont taxés au moyen du certificat de salaire», a expliqué Paul Rechsteiner.

Amère pilule

Pas de quoi ébranler le ministre des finances, Ueli Maurer. Il considère que ces coupes dans l'impôt anticipé n'affecteront que 3% des recettes globales de cet impôt, car 90 à 95% des rentrées générales de cet impôt proviendraient des paiements de dividendes et des rachats de dividendes. Pour faire pas-



Alors que l'on vote en 2022 sur la suppression du droit de timbre, la droite a aboli un impôt anticipé sur les obligations suisses. PSS

ser sa pilule amère, l'élue UDC vante un rattrapage des places financières «comme le Luxembourg, mais aussi Londres, la Corée, Singapour et les Etats-Unis». Et d'insister sur les «nécessaires investissements dans la place économique suisse, qui est de plus en plus sous pression au niveau international».

Ultime argument sorti de son chapeau, la défense de l'emploi. «Le Conseil fédéral parle d'un manque à gagner de 170 millions de francs. Il s'agit d'un calcul statique, mais personne n'a mentionné que le Conseil fédéral part également du principe que ce manque à gagner sera compensé en relative-ment peu de temps, parce que les affaires se dérouleront à nouveau en Suisse et que des emplois seront rapatriés en Suisse», a-t-il assumé.

«La droite est hors de contrôle. Malgré la pandémie, elle poursuit obstinément son plan visant à réduire toujours plus les impôts des multinationales et des personnes les plus fortunées. Ce sont les mêmes personnes qui s'inquiètent ensuite de l'augmentation de la dette en raison du coronavirus. Cependant, lorsqu'il s'agit d'accorder des privilèges à leurs bailleurs de fonds, la réflexion est beaucoup plus rapide», a mitraillé le conseiller national PS (AG), Cédric Wermuth.

Deuxième salve

Et cette nouvelle réforme n'est pas tout. Outre l'abolition d'une partie de l'impôt anticipé, le Conseil fédéral a inclus dans le projet, la suppression du droit de timbre de négociation sur les obligations suisses. Qui touche l'achat et la vente de titres suisses et étrangers effectués par les commerçants suisses. Il s'élève à 1,5 ‰ (pour mille) pour les

titres suisses et à 3,0 ‰ pour les titres étrangers. «En 2007, le droit de négociation a rapporté environ 1,9 milliard de francs», comptabilise l'Administration fédérale des contributions (AFC) sur son site. Des exemptions sont déjà entrées en vigueur, notamment sur l'émission de titres (à l'exception des parts de fonds de placement étrangers).

«Avant même que les électrices et électeurs n'aient pu voter sur la suppression du droit de timbre en février 2022, la droite brise sa promesse en voulant déjà supprimer une partie du droit de timbre de négociation dans le cadre de la suppression de l'impôt anticipé», regrette le PSS. Pour l'heure, seule une divergence existe entre les deux chambres sur la date d'entrée en vigueur de cette réforme sur l'impôt anticipé sur les intérêts et celle sur le droit de timbre des obligations.

Impunité fiscale

Conclusion sans ambiguïté: «Ce projet s'inscrit dans une longue série de projets fiscaux qui favorisent unilatéralement le capital: réformes de l'imposition des entreprises, abolition des droits de timbre, etc. Le plan d'Economiesuisse et du lobby de la finance est toujours le même: avec toujours plus de projets, ils veulent faire en sorte que les personnes les plus fortunées et les multinationales ne paient finalement plus d'impôts du tout», insistent les futurs référendaires. «Au final, seuls les salaires, les retraites et la consommation seront encore imposés et la population devra en payer le prix. Il faut mettre un terme à cette stratégie dangereuse et dire donc non à ce passe-droit pour la fraude fiscale», appuient-ils. ■

Joël Depommier



IL FAUT LE DIRE...

Déboires de la désobéissance civile

Plusieurs activistes climatiques font actuellement face à des procès. Ils optent pour une stratégie de recours systématiques face aux condamnations. Les frais de justice s'accumulent donc en conséquence. Par exemple, les ex-occupants de la colline du Mormont ont ainsi annoncé avoir besoin de récolter 300'000 francs pour payer leurs amendes et frais.

Les actions en justice, qui ont occasionné ces frais, découlent des actions de désobéissance civile menées par ces militants. Ce concept est au cœur de leurs pratiques et est même enseigné par Extinction Rebellion. Mais d'où vient-il? Aujourd'hui on l'associe à des actions telles que les occupations ou les blocages de routes, mais il est né en 1849 sous la plume du philosophe Henry David Thoreau. Ce dernier est aussi connu pour prôner le retrait et l'isolement individuel hors de la société, la «révolte solitaire» comme il le dit dans son livre *Walden, ou la vie dans les bois*.

Voici ce que dit Thoreau pour introduire le concept de désobéissance civile: «J'accepte de tout cœur le slogan: le meilleur gouvernement, est celui qui gouverne le moins. Je souhaite qu'il soit mis le plus rapidement en pratique. Accompli, il aboutit à cela: le meilleur gouvernement est celui qui ne gouverne pas du tout, ce en quoi je crois aussi». S'ensuit une glorification de la résistance individuelle face aux pouvoirs publics, dans une veine libertarienne niant l'idée du collectif.

Le refus de se plier aux lois lorsqu'elles sont injustes est certainement valable, mais à condition qu'il soit porté par des organisations structurées et solides. On peut, par exemple, citer le cas des grèves lorsqu'elles sont portées par des syndicats qui alimentent des caisses de grève au préalable, condition essentielle pour ne pas se trouver pris au dépourvu comme les militants écologistes aujourd'hui. Mais lorsqu'elle nie la politique collective, la désobéissance civile tend à se rapprocher des phantasmes libertariens d'un Elon Musk.

La stratégie de la désobéissance civile groupusculaire et inorganisée se heurte ainsi aujourd'hui au mur des institutions suisses. L'histoire montre que pour changer ces dernières, seul le renforcement de mouvements politiques organisés s'avère efficace.

Paris Kyritsis

Un POP combatif et crédible au gouvernement

VAUD • Le POP présentera deux député.es à l'élection au Conseil d'Etat et entend renforcer sa délégation au Grand Conseil en mars 2022.

gardons le cap! C'est symboliquement à la salle Rosa Luxemburg de la Maison du Peuple de Lausanne que le POP vient de lancer sa campagne pour les cantonales de mars 2022 dans le Canton de Vaud. Il présentera un duo de député.es dans la course au Conseil d'Etat, soit Céline Misiégo, aussi conseillère communale à Lausanne et le chef de groupe au Parlement, Vincent Keller. Pour la présidente du parti, Anaïs Timofte, ces candidatures démontrent «une liste crédible, expérimentée et combative pour défendre les intérêts des travailleurs et travailleuses et les classes populaires». Dans cette campagne, le parti entend défendre quatre axes «pour le progrès social et écologique, représentant une alternative aux 20 ans de majorité "de gauche" du Conseil d'Etat».

Gratuité des Transports publics

Face à l'urgence climatique, la formation défend tout d'abord la gratuité des transports publics sur tout le territoire cantonal. Une initiative populaire a été lancée sur ce thème. «Cela n'a jamais été aussi facile de récolter des paraphes», a expliqué Vincent Keller, rappelant qu'il avait déposé une initiative sur le sujet en 2018. Cette dernière avait été sévèrement rejetée par la majorité du parlement. «Deux tiers des émissions de CO₂ proviennent des transports. Notre initiative va dans le sens de l'avenir», souligne-t-il encore.

Pour un salaire minimum

Le POP veut aussi, à l'instar de cinq autres cantons qui le connaissent déjà, introduire un salaire minimum. Ceci pour lutter «contre le travail précaire, l'ubérisation des corps de métiers ou la sous-traitance dans le secteur public». «Plus de 50 % des salarié.es n'ont pas de CCT. L'exemple des livreurs de Smood montre que ce besoin de protection et d'un salaire minimum est criant», assure Céline Misiégo. Le parti veut aussi instaurer une caisse maladie publique et défend des hôpitaux publics et de proximité, «dont l'importance a encore été flagrante durant la pandémie». «Malgré les subsides d'aide, le système de l'assurance-maladie est désuet et nocif, du fait que les primes augmentent sans cesse en grevant le budget des ménages. Nous voulons donc instaurer une caisse unique, avec des primes proportionnelles au revenu», explique la conseillère communale.

Taux unique

En matière fiscale, le POP propose l'instauration d'un taux unique d'impôt communal. En



Vincent Keller et Céline Misiégo défendent quatre priorités pour le Conseil d'Etat vaudois.

Christophe Grand

2001, la population vaudoise avait rejeté une initiative sur le thème. Elle avait toutefois accepté un contre-projet de péréquation horizontale visant à rééquilibrer les fortes disparités fiscales entre communes. Vingt ans plus tard, celle-ci s'avère bien obscure et loin du compte. «L'écart des taux ne s'est réduit qu'en 2004 et 2011, suite à l'échange de tâches entre le canton et les communes, mais en aucun cas grâce aux péréquations. Actuellement, les taux fiscaux vont de 46 à 84 selon les communes», rappelait Vincent Keller, dans une initiative qu'il a déposé au Grand Conseil en 2020. «Avec notre proposition, ce taux serait de 68 et permettrait une baisse d'impôts pour 2/3 des Vaudois», défend-il.

Croissance légitime

Outre la présentation de ces deux candidat.es à l'exécutif, le POP est aussi revenu sur ses attentes pour les élections au Grand Conseil.

«Aujourd'hui, nous avons six élu.es (dans le groupe Ensemble à Gauche et POP, ndlr), et nous voulons grandir, du fait que nos scores électoraux ont augmenté ces dernières années et que nos idées obtiennent un soutien de la population», souligne Anaïs Timofte. Elle annonce que des candidat.es seront présenté.es dans les arrondissements de Lausanne, de l'Ouest lausannois (qui bénéficiera l'année prochaine d'un élu.e supplémentaire), de la Riviera, du Nord-vaudois et éventuellement dans le Chablais. Le parti rêve aussi d'un changement de majorité au Grand Conseil.

Pourquoi n'existe-t-il aucun accord électoral commun avec Ensemble à gauche, qui présentera cinq candidat.es, issu.es de Solidarité, Solidarité & Écologie et Décroissance Alternatives? «L'entente avec Ensemble à Gauche est bonne, mais nous avons fait un choix», décrypte Céline Misiégo. «Des discussions ont eu lieu, mais d'un commun accord, nous n'avons pas trouvé d'ac-

cord commun sur la formule. Il nous paraissait peu crédible de présenter sept candidat.es. de la gauche combative», pointe Anaïs Timofte.

«Simplement populaire»

Rappelons aussi que les partis gouvernementaux ont décidé de blinder l'élection, en présentant dans la course le nombre exact de leur.es élu.es au gouvernement: trois pour le PS, autant pour le PLR et un pour les Vert.es. «Cette majorité de gauche au Conseil d'Etat depuis 20 ans est loin d'avoir tenu ses promesses», tacle encore la présidente du parti.

Tout en prévoyant d'aller à la rencontre de la population, elle rappelle «que c'est l'ADN du parti. Ce que prouve notre slogan: simplement populaire», le POP entend faire de sa campagne «une vitrine et une caisse de résonance de ses idées». Un traditionnel papet vaudois pour fêter l'indépendance du canton du joug bernois est d'ores et déjà prévu en début d'année. ■

Lausanne, toujours plus attractive?

VAUD • La Municipalité de Lausanne a dévoilé son ambitieux programme de législature 2021-2026.

Parmi les différents défis à relever, citons celui du développement urbain. La ville place ses priorités au développement de logements de qualité aux loyers accessibles, au respect du patrimoine.

Assumant son rôle de ville-centre, elle s'attache à défendre les intérêts de toutes les catégories de la population, étant spécialement attentive aux personnes les plus précaires. La Municipalité prend à cœur aussi à réaliser son plan climat, en augmentant la production énergétique renouvelable en ville. L'assainissement des immeubles en est un point fort, aussi bien public que privé. Le chauffage à distance sera alimenté par des forages à distance ou des pompes à chaleur.

Végétalisation

Attentif aux défis climatiques, l'accent est placé sur la végétalisation de la ville, dont on sait qu'elle peut

abaisser la température de plusieurs degrés. L'Objectif Canopée invite à la protection des arbres, 1300 seront plantés d'ici 2035.

L'or bleu, l'eau, fera aussi l'objet d'une attention accrue, par la surveillance de la qualité des sources qui convergent vers notre ville. L'eau alimentant les ménages de Lausanne fera l'objet de filtrages performants. Un parc éolien est projeté, ainsi que la continuation de l'utilisation de la centrale de Lavey.

Des places de rencontre arborisées, des petits jardins dans tous les quartiers donneront accès à la verdure à l'ensemble de la population.

Et les transports?

Des mesures incitatives seront en place dès 2022 pour en abaisser le prix: gratuité pour les bénéficiaires de prestations AVS-AI, demi-prix pour les jeunes en formation et les retraités. Le développement du réseau est prévu

pour encourager chacun à utiliser les transports publics. L'objectif général est de fluidifier et apaiser la circulation. Celle-ci, limitée à 30 km à l'heure le soir, rencontre déjà des résultats et du succès. Un effort sera aussi entrepris pour développer l'accès de la ville aux vélos.

Et les enfants?

La ville prévoit la création de 1200 places d'accueil de jour, afin d'en offrir une pour chaque enfant de 4 mois à 12 ans, en garantissant un accueil de qualité. L'ensemble des collèges seront rénovés et agrandis pour accompagner la croissance démographique.

Des développements intéressants auront également lieu dans les domaines des contrôles dentaires scolaires, communication avec les familles, participation des jeunes à la citoyenneté. Nous y reviendrons dans ces pages. ■

Françoise Becker

Les Vaudois voteront sur les transports publics gratuits



Le comité vaudois pour des transports publics gratuits a annoncé avoir dépassé la barre des 12'000 signatures nécessaires pour faire passer leur texte en votation populaire. «L'initiative a été signée par plus de 16'500 personnes», se réjouit Fabien Rousseau, responsable de la récolte au sein du comité, «et cela, trois semaines avant la fin du délai, sachant que l'on avait déjà atteint notre objectif minimal plus rapidement». Pour Luca Schallbeter, coordinateur du comité et vice-président du POP Vaudois, «cela prouve un soutien fort de la population au projet, qui est une réponse à l'urgence climatique et sociale». Fabien Rousseau précise que «la campagne a été très dynamique et le soutien massif». Le comité remettra l'ensemble des signatures le 19 janvier prochain à la chancellerie. «J'ai été agréablement surpris par l'engagement commun de toutes les forces vives qui nous ont rejoints, l'enjeu pour nous maintenant va être de rassembler autour du projet en dépassant les clivages partisans» confie-t-il encore. Le texte sera probablement soumis en votation au cours du premier semestre 2023.

Rédaction / DR

Les aides à la presse, une panacée?

MÉDIAS • Le 13 février 2022, le peuple votera sur un paquet d'aide fédérale aux médias. Les partisans du oui se mobilisent.

Le subventionnement public des médias privés existe en Suisse depuis plusieurs décennies. Il bénéficie à plus de 170 journaux et magazines, 1000 publications d'associations, sans compter la trentaine de stations radios et chaînes de TV locales. En juin 2021, le Parlement a voté en faveur d'une augmentation de 151 millions de cette aide pour sept ans, afin d'aider les médias face à la diminution constante de leurs recettes publicitaires.

Ce train de mesures a été combattu par référendum dans la foulée. Le comité «Non aux médias contrôlés» ayant réussi à récolter les signatures dans le délai imparti, c'est le peuple qui tranchera la question.

Baisse des revenus publicitaires

Comme le souligne la conseillère nationale verte Isabelle Pasquier-Eichenberger, membre du comité de soutien «Oui à la liberté d'opinion» réuni en conférence de presse ce 6 décembre, les enjeux sont en effet importants pour les médias privés suisses. En 2020, les revenus de la publicité tous médias confondus sont passés pour la première fois sous la barre des 500 millions de francs, tandis qu'en parallèle les géants de l'internet, principalement Facebook et Google, réalisaient deux milliards de recettes dans ce secteur, drainant ainsi deux tiers des revenus publicitaires des médias suisses sur plusieurs années.

Le comité de soutien, réunissant éditeurs, journalistes et parlementaires de divers bords politiques, a choisi de concentrer son argumentaire sur l'importance de ces aides pour l'existence de médias locaux et diversifiés. Selon leurs chiffres, pas moins de 70 titres de presse auraient disparu en quelques années en Suisse. Dans ce contexte difficile pour la presse, le comité en faveur du oui met en avant la contribution de cette aide dans le maintien d'un paysage médiatique diversifié, favorisant ainsi la «liberté d'opinion» et le débat démocratique.

Ils espèrent ainsi contrer d'emblée les arguments similaires, mais inversés, du comité référendaire. Ce dernier considère, lui, que ces subventions constituent une menace pour cette même liberté d'opinion, car elles renforceront le



Les gros éditeurs bénéficieront d'une aide pour la distribution matinale de leurs journaux.

«contrôle d'Etat» sur le contenu des médias. Dans ce dernier comité, on retrouve également des journalistes et patrons de presse, surtout allemands, dont l'ex-rédacteur en chef de la *Weltwoche*, journal lié à l'UDC, et des parlementaires principalement PLR et UDC.

Liberté d'opinion?

Cette passe d'armes sur la liberté d'opinion cache mal les positions idéologiques qui animent le comité opposé à ces aides à la presse. En effet, dans leur argumentaire détaillé, c'est bien davantage la question du refus du principe du subventionnement d'Etat qui ressort, et le coût qu'il représenterait pour le contribuable. Ironiquement, lors de ce même scrutin, les Suisses devront également se prononcer sur la suppression

du droit de timbre, impôt sur les transactions financières qui risque de faire perdre deux milliards de revenus par an à la Confédération.

Sans surprise, cette suppression a été elle aussi portée principalement par les groupes PLR et UDC. Refus du subventionnement d'un côté, baisses d'impôts pour le secteur financier de l'autre: le cocktail libéral est parfaitement dosé. Mais les aides d'Etat aux médias favorisent-elles vraiment la diversité et la liberté d'opinion comme le prétend le comité du oui?

Concentration et uniformisation

«Ne mords pas la main qui te nourrit». Ce proverbe est brandi par les opposants des aides aux médias, pour justifier l'argument du prétendu contrôle étatique accru qui en découlerait. Mais

que dire alors du contrôle des capitaux privés, actuellement effectif, sur la grande majorité des titres de presse et son impact sur le contenu produit par les journalistes? Stanley Crettaz, sociologue des médias, explique que «l'idéologie est présente en force dans les médias, car les professionnels disséminent et confirment la pensée bourgeoise dominante».

La tendance est à la concentration des titres et à l'uniformisation du contenu, avec toujours davantage de pression sur les journalistes, comme l'analyse Stanley Crettaz: «La disparition de titres comme *Le Matin* est l'expression du fait que les profits sont devenus trop bas dans l'information, donc on ferme et on investit ailleurs». En Suisse, l'information est un produit commercial comme un autre, soumis au jeu du marché. La crise actuelle des médias, mise en exergue par le comité du oui, est donc peut-être plus large, et pas seulement à mettre sur le dos de la baisse des revenus publicitaires.

Ainsi, si les arguments de «contrôle étatique» découlant des subventions sont faciles à balayer, l'on peut fortement douter du fait qu'arroser les médias d'argent public aidera à faire pousser des voix différentes du discours libéral hégémonique dans une presse dominée par des capitaux privés. Cette tâche essentielle pour une démocratie qui fonctionne repose sur les épaules de quelques titres de presse alternatifs et critiques. ■

Paris Kyritsis

Contrairement aux grands médias privés, nous ne sommes pas dépendants de la publicité, mais seulement du soutien de nos abonnés. Pour réaliser nos projets en 2022 (voir GH n°48 de la semaine dernière), nous en avons besoin plus que jamais! Et promis, nous ne vous mordrons pas la main...

Numéro de compte: 12-9325-6

Un 13^e salaire pour la coiffure

SUISSE • Le syndicat Syna vient de lancer fin novembre une pétition nationale pour un 13^e salaire en faveur des coiffeuses et coiffeurs.

Malgré une Convention collective de travail (CCT) en vigueur, cette dernière ne contient pas de 13^e salaire. Il faut savoir que ce secteur est connu pour être une branche à bas salaires. La flexibilité est également très présente et les conditions de travail – stress, pauses déplacées, position debout – sont vraiment difficiles.

Secteur précarisé

Si la branche désire attirer du personnel qualifié et compétent, elle se doit d'être attractive. Alors que des négociations pour son renouvellement en 2023 sont sur le point de commencer, Syna, par le biais de cette pétition, veut sensibiliser le patronat et le public à la nécessité d'améliorer les conditions de travail dans ce secteur précarisé et essentiel.

Bien entendu, cette pétition ne remet pas en cause le partenariat social que Syna appelle de ses vœux, mais au contraire met en lumière une détermination et les axes prioritaires de discussion. Une convention collective forte et valorisante est un outil gagnant – gagnant, que ce soit pour les employé.es ou le patronat.

Reconnaissance

Il est important que dans le futur toute CCT négociée comprenne un 13^e salaire, qui n'est pas malheureusement obligatoire en Suisse. Espérons que par ce biais, la partie patronale entende et accède à la revendication des coiffeuses et coiffeurs. C'est une revendication légitime et méritée pour cette belle profession, qui n'est pas encore reconnue à sa juste valeur. ■

Fabrice Chaperon,
responsable régional de Syna Genève.

Pétition sur syna.ch



Syna veut améliorer les conditions de travail dans la coiffure.

Un comité de soutien aux livreurs Smood naît à Genève

Le conflit entre les livreurs de repas de Smood et les employeurs, commencé à Yverdon le 3 novembre, traîne en longueur. Malgré le dépôt le 23 novembre d'une pétition forte de 12'000 signatures demandant l'ouverture de négociations immédiates et déposée auprès du CEO, Marc Aeschlimann, au siège de Smood à Plan-les-Ouates (GE) et de Migros, actionnaire de la boîte, rien ne semble bouger. Ce qui a conduit cette semaine, le département de l'économie et de l'emploi genevois (DEE) à saisir la Chambre des relations collectives de travail (CRCT). L'objectif est d'engager une procédure de conciliation. «La CRCT offre en effet un cadre institutionnel et un accompagnement propres à faciliter les discussions, dans l'objectif de parvenir à un accord», relève le gouvernement genevois, qui s'abstient de tout autre commentaire.

Dans le même temps, à l'instar des cantons de Vaud et de Fribourg, un comité de soutien s'est constitué à Genève pour appuyer les revendications des travailleuses et travailleurs. Appuyé par les syndicats genevois et la gauche, dont le Parti du travail, le comité condamne «l'attitude déplorable de Smood». Il relaie aussi l'exigence des salarié.es d'un paiement de l'ensemble des heures de travail effectuées, respectant à minima le salaire

minimum cantonal, ainsi qu'une planification des horaires de travail au moins quatre semaines à l'avance, une transparence sur les pourboires et une indemnisation suffisante des déplacements. Il appelle aussi la Migros à assumer «sa responsabilité sociale envers les livreuses et livreurs et à faire le nécessaire pour garantir des revenus et des conditions de travail acceptables».

Pour le syndicat Unia, qui a interpellé les services de l'emploi des cantons de Vaud et de Genève, la responsabilité de cette impasse doit aussi être attribuée à Simple Pay, une entreprise de location de services, qui engage des livreurs pour Smood. Pour Unia les conditions imposées au personnel par ces deux entreprises sont clairement contraires à plusieurs dispositions légales. «Simple Pay et Smood reportent le risque de l'entreprise sur les salarié.es. En plus d'être contraires à la CCT de la location de services, ces pratiques contreviennent à la loi fédérale sur la location de services qui stipule que l'horaire de travail et le salaire doivent être définis dans le contrat de travail. La loi sur le travail quant à elle mentionne que le temps pendant lequel les salarié.es doivent se tenir à disposition de l'employeur est réputé temps de travail et doit par conséquent être rémunéré», attaque le syndicat. ■

JDr

Vers la piétonnisation du centre?

GENÈVE • Genève verra-t-elle enfin son centre-ville piétonnisé? Une partie des très fréquentées Rues-Basses pourrait être aménagée.

Neuf mois après le refus en votation populaire municipale du projet «Clé-de-Rive» et de son parking, l'initiative populaire municipale pour piétonniser et végétaliser le centre-ville, lancée en 2020 comme une sorte de contre-projet à «Clé-de-Rive», a été acceptée par le Conseil municipal de la Ville de Genève, seuls le PLR et le MCG s'y opposant. Le Conseil administratif va donc soumettre au Conseil municipal une mise en œuvre détaillée de l'initiative. Dans les faits, le Conseil administratif a déjà commencé à préparer un projet, en demandant même à l'architecte du projet Clé-de-Rive de le retravailler, avec une piétonnisation de Rive et de la rue Pierre-Fatio, puis, dans une deuxième étape, de la rue de la Rôtisserie, et, dans une troisième étape, des Rues Basses, y compris (hosanna!) la rue du Rhône... Les travaux pourraient commencer à Rive en 2023, avec une enveloppe budgétaire déjà votée (pour Clé-de-Rive, mais utilisable pour le nouveau projet) de 34 millions. Un crédit supplémentaire de 2,7 millions, proposé par la gauche et le PDC, devra permettre de lancer les études d'aménagement sur le reste du périmètre à piétonniser.

Libérer l'espace urbain

Si tout se passe comme prévu, on devrait donc bientôt commencer à rendre le rond-point de Rive et la rue Pierre-Fatio aux piétons, à y installer le marché, à y agrandir les terrasses. Puis, à doter enfin Genève d'un centre-ville piétonnisé. Il resterait accessible aux transports publics, aux commerçants, aux livreurs et aux habitants ayant une place de parking privée, mais impliquerait la suppression



L'urgence climatique impose un changement dans les modes de déplacement.

Robert Photography

de 125 places de parking en surface. Et alors? Il y a dans les parkings de la ville plus de 18'000 places disponibles. Auxquelles s'ajoutent des milliers de places privées... Pour autant, sans doute faut-il se préparer à entendre dans les mois à venir, à intervalles réguliers plutôt qu'en continu, au Conseil municipal et ailleurs, les hurlements de douleur des fétichistes de la bagnole et des parkings, clamant que le développement des zones piétonnes, des pistes cyclables, des transports publics, attente au principe du «libre choix» du mode de déplacement. Certes, pouvoir se déplacer est un besoin et un droit, mais ce droit n'implique aucun droit à un mode de déplacement particulier, ni à une modalité spécifique de la mobilité, ni le droit de parasiter l'espace public pour y poser une bagnole inutilisée. Le droit de se déplacer n'implique pas la liberté de le faire en hélicoptère ou en char à bœuf, ou à vélo sur une autoroute ou en voiture dans une zone piétonne. Il

n'implique pas non plus le droit de se déplacer en voiture au centre-ville, ni de la couvrir de voies de circulation automobile, ni de la percer de parkings.

On va bien devoir changer de modes de déplacement, particulièrement en zone urbaine. Le fera-t-on en l'ayant choisi ou en y ayant été contraint? En le subissant ou en le planifiant? L'urgence climatique va imposer une réduction considérable de la fameuse «liberté de choix du mode de déplacement» - et une réduction de nos déplacements mêmes. Et tous les secteurs vont devoir s'adapter: l'aviation, bien sûr, mais l'automobile aussi, même à propulsion électrique. Et si l'urgence climatique n'y poussait pas suffisamment, la libération de l'espace urbain squatté, en voies de circulation (ou en embouteillages), en places de stationnement et en parkings devrait s'imposer comme revendication première. ■

Pascal Holenweg

Paru sur www.causetoujours.blog.tdg.ch,

Le POP jurassien à la conquête de l'Ajoie

Le POP jurassien et la gauche anticapitaliste continuent leur développement cantonal. Après la constitution d'une section du POP aux Franches-Montagnes en 2015, c'est une section du POP en Ajoie qui est lancée cette année. Cette nouvelle section s'est fixée pour objectif premier de combattre l'hégémonie idéologique qui caractérise l'organisation de notre société. «Comme le démontre la crise sanitaire actuelle, le capitalisme néolibéral provoque les catastrophes et prétend ensuite apporter des réponses», explique la nouvelle section. Le POP Ajoie travaillera au changement d'optique politique en lien direct avec la population du dis-

trict. Organisation de conférences et de débats, initiatives populaires et actions de soutien aux luttes sectorielles (grève des femmes, grève du climat, etc.) seront au menu des militant.es et des sympathisant.es de la section. La participation à des élections n'est pas exclue, mais ne constituera pas une priorité politique absolue. Une première rencontre a eu lieu le 24 novembre à Porrentruy. Les personnes présentes se sont engagées à définir une feuille de route pour les mois à venir. Une assemblée générale sera organisée au printemps en fonction des restrictions sanitaires du moment. ■

Réd.

Récits de la révolution au Rojava

VALAIS • Le collectif La Roue Libre, les Jeunesses Socialistes et le POP organisent au Petithéâtre de Sion une présentation publique du livre «Nous vous écrivons depuis la Révolution. Récits de femmes internationalistes au Rojava».

Ce recueil de témoignages a été publié en mars 2021 aux éditions Syllepse. Il retrace le parcours et l'expérience de plusieurs femmes, qui ont participé au processus révolutionnaire au Rojava, région autonome du nord de la Syrie suite à la guerre civile qui y fait rage depuis 2011. «Ce livre est parti d'un désir et d'une nécessité: partager les expériences, les rencontres et les émotions qui nous ont traversées au cœur de la révolution du Rojava. Un désir, parce qu'autant de beauté, d'énergie et d'espoir doivent être diffusés le plus largement possible et doivent pouvoir

imprégner chacune de nos vies, chaque lutte à travers le monde. Une nécessité parce qu'il est de notre responsabilité de ne pas faire de ce temps au Rojava une expérience personnelle, mais de faire connaître le projet et la réalité révolutionnaire de celles qui nous ont tant appris.» Comme l'écrit Sara: «Dans les paroles de ces femmes résonne la lutte de toutes celles qui, dans le passé, ont dédié leur vie à ces mêmes ambitions.»

Avec ce récit, les autrices nous invitent à découvrir le projet et la réalité des femmes du Rojava et du nord-est syrien, qui depuis 2012 tra-

vailent minutieusement à la création de leurs structures autonomes: auto-défense armée et civile, éducation, coopératives, démocratie de base. Cela à travers des textes aux formes variées: réflexions, poèmes, contes, extrait de journaux intimes, lettres, interviews.

La présentation aura lieu au Petithéâtre de Sion, le 18 décembre 2021. L'entrée est gratuite. Les portes ouvrent à 16h30 et la présentation débute à 17h. L'événement est suivi d'un vin chaud et d'une soupe en soutien au Rojava. ■

Réd.

LA CHRONIQUE FÉMINISTE

Zemmour, un Trump au petit pied

Or donc, après un suspense insoutenable, Eric Zemmour a annoncé sa candidature à l'élection présidentielle le 30 novembre. La vidéo lancée sur les réseaux sociaux le présente devant une bibliothèque et un micro à l'ancienne, un décor censé reproduire celui du général de Gaulle lors de son appel du 18 juin 1940. Qui doit se retourner dans sa tombe! Il cite Jeanne d'Arc (déjà utilisée à toutes les sauces), Louis XIV, Bonaparte, de Gaulle, Victor Hugo, Chateaubriand, Sautet, Verneuil, Johnny, Aznavour, et même BB, la seule femme de son panthéon, pour son côté sexy, probablement. Il se déclare exprès le jour de la panthéonisation de Joséphine Baker, qui fut artiste, résistante et lutta toute sa vie contre le racisme, notamment en adoptant 12 enfants de plusieurs nationalités. Aux antipodes des positions de Zemmour.

Sa prestation se déroule en 5 temps:

La peur instillée: le présent, c'est le chaos.

La nostalgie: c'était mieux avant, avec une accumulation de figures populaires.

La perte, la dépossession, que Zemmour veut faire partager par les Français.es.

Les coupables et les boucs émissaires, soit toute personne en désaccord avec la ligne de l'extrême droite: les «élites» politiques et médiatiques, les étrangers, les minorités.

La venue du sauveur, lui, par sens du devoir, celui de sauver la République et «surtout la France».

Zemmour s'inscrit dans les courants d'extrême droite qui pourrissent le débat politique des démocraties. L'Autriche avec le parti FPÖ (parti libéral d'Autriche), 22% en 2013; la Hongrie: Jobbik 17% en 2010; la Finlande: Vrais Finlandais, 19% en 2011; la France: Front national 14% en 2012, 21% en 2017, sans oublier la Suisse, UDC, 26% en 2019, le pays le plus extrême d'Europe, triste record. La Pologne, la Hongrie ont à leur tête un président d'extrême droite. Les Etats-Unis ont élu Donald Trump fin 2016, le Brésil choisit en 2018 Jair Bolsonaro, «populiste, antisystème et sécuritaire d'extrême droite». La liste n'est pas exhaustive.

Trump a longtemps sévi sur des chaînes TV, utilisé abondamment les réseaux sociaux pour répandre des «fake news» et inventé la notion de «vérité alternative». Il a étalé son racisme, son homophobie, sa misogynie, son masculinisme jusqu'à la nausée pendant quatre interminables années. Et son suprématisme à l'égard des noirs et des latinos, qui vont démographiquement dépasser les blancs. A la fin de son mandat, il a nié la victoire de Biden, fomenté un coup d'Etat en poussant ses adeptes à l'assaut du Capitole.

Eric Zemmour s'est répandu sur les chaînes TV, il tient des propos révisionnistes envers Dreyfus et Pétain, exprime son racisme et sa misogynie d'émission en conférence. Son meeting de dimanche 5 décembre a réuni 13'000 fans qui ne portaient pas le masque (comme lors des meetings de Trump), quelques gros bras ont frappé des militant.es contre le racisme et expulsé des journalistes, que Zemmour (qui en fut pourtant un) déteste autant que Trump. Lui aussi parle de «grand remplacement» si l'on continue d'accueillir des étrangers, notamment des musulmans.

Quand on l'interviewe sur sa condamnation pour provocation à la haine raciale, il répond que la loi est mal faite et qu'il la changera s'il devient président. Il sera peut-être un jour condamné pour révisionnisme et se drapera de nouveau dans le déni, le procédé préféré de Trump.

Depuis qu'il sévit chaque jour pendant une heure sur CNews, Zemmour crache son mépris sur les émigré.es, sur ceux qui portent des prénoms «non français», sur les femmes... Avec ses diatribes anti-émigration, qui le font monter dans les sondages, il influence les prises de position des candidats de la droite «républicaine». Valérie Pécresse, candidate officielle de LR, veut, elle aussi, réduire l'immigration.

Depuis les années 2000, le nombre d'organisations et de groupuscules de l'extrême droite radicale est en augmentation constante. Selon les études de l'Anti-Defamation League, les mouvements américains d'extrême droite sont responsables de 71% des meurtres à motivations politiques perpétrés aux Etats-Unis entre 2008 et 2017, les groupes islamistes de 26% et les mouvements d'extrême gauche (anarchistes ou nationalistes noirs) de 3%. Lors de sa campagne électorale en vue de la présidentielle de 2016, Donald Trump a été soutenu par de nombreux militants et mouvements d'extrême droite, aussi bien des membres du Ku Klux Klan que des néo-nazis.

Dans son livre *Le premier sexe*, Denoël 2006, Zemmour affirme que les grands génies sont des hommes. Il a refusé d'être dirigé par une femme. Il défend une forme de violence dans les rapports sexuels entre hommes et femmes, est nostalgique de l'époque où «le jeune chauffeur de bus» pouvait «glisser une main concupiscente sur un charmant fessier féminin» sans risquer des poursuites. Il regrette qu'on ne puisse plus faire «de plaisanteries graveleuses dans les bureaux». Il accuse les femmes ministres d'avoir couché pour être nommées. Selon lui, le point de bascule de la société française a eu lieu lors de la Première puis de la Seconde Guerre mondiale, lorsque les hommes ont été «dévirilés» à la guerre, tandis que les femmes «se sont bien amusées».

Les femmes devaient s'occuper de la maison et ne pas faire de politique. «Elles n'incarnent pas le pouvoir, c'est comme ça. Le pouvoir s'évapore dès qu'elles arrivent.» (27.9.21 sur LCI). «Les valeurs féminines sont incompatibles avec l'incarnation du pouvoir.» Il déteste les féministes, l'écriture inclusive, qu'il interdira s'il devient président.

On se demande pourquoi des femmes suivent un pareil macho. Un sondage Ifop pour le magazine «Elle», publié le 28.10.21, indique que 12% des femmes sondées se prononcent en faveur d'Eric Zemmour pour la présidentielle contre 17% chez les hommes. C'est l'écart le plus grand entre les opinions des femmes et des hommes pour les candidat.es testé.es. Hélas, il en reste beaucoup, fascinées, comme d'autres le sont par Trump. Que des femmes admirent et soutiennent des hommes qui ne cessent de les insulter, les humilier, les déconsidérer est quelque chose que je ne comprendrai jamais.

Si Trump a été élu président, contre toute attente, je pense et j'espère que Zemmour n'accèdera pas à la consécration suprême. Pour le bien de la France... et des femmes!

Huguette Junod

Luis Arce ne se laisse pas intimider

BOLIVIE

Tandis que la droite bolivienne organise des mobilisations pour déstabiliser le gouvernement de Luis Arce, celui-ci entend maintenir son cap. Entretien avec Diego Pary Rodriguez, ambassadeur auprès de l'ONU et ex-ministre des Affaires étrangères d'Evo Morales.

Le diplomate Diego Pary Rodriguez est une figure de longue date du socialisme bolivien. Il a été ministre de l'Éducation d'Evo Morales de 2008 à 2011. Il a ensuite représenté La Paz auprès de l'Organisation des États américains dominée par Washington, avant de devenir, en 2018, ministre des Affaires étrangères du pays andin. Il est évincé de ses fonctions à l'occasion du coup d'État de Jeanine Añez. Depuis le retour de la gauche au pouvoir en novembre 2020, il est ambassadeur auprès de l'ONU.

En novembre 2019, votre pays a connu un coup d'État. L'année suivante, avec Luis Arce, la gauche a pu remporter les élections. Dans quel état avez-vous retrouvé la Bolivie? **DIEGO PARY RODRIGUEZ** Pendant la partie de l'année 2019 précédant le coup d'État, la Bolivie était le pays qui connaissait la plus forte croissance économique de toute l'Amérique latine. La croissance de notre PIB était de 5,5% par an en moyenne. Nous étions un pays qui avait pris de nombreuses mesures sociales. Nous avons réduit l'extrême pauvreté de 23%: elle est passée de 38,2% à 15,2%. Nous avons diminué les inégalités entre riches et pauvres et mis en place des programmes d'éducation, de santé, de logement, de services de base. Non seulement le coup d'État a rompu avec la démocratie, mais il a interrompu le développement de la Bolivie. Différents acteurs ont participé au coup d'État: des policiers et militaires, des acteurs politiques boliviens, des organismes internationaux comme l'Organisation des États américains (OEA), des gouvernements étrangers, comme celui de l'Argentine de Mauricio Macri ou l'Équateur de Lenin Moreno. On avait affaire à un putsch planifié et organisé pour mettre à bas le gouvernement progressiste d'Evo Morales. Pourquoi cela devient un coup d'État? Parce que Jeanine Añez assure la présidence du pays, sans respecter la Constitution. Elle s'est autoproclamée.

Le coup d'État a duré exactement un an, au cours duquel ont été détruits l'économie, la dynamique sociale, le vivre-ensemble pacifique entre tous les Boliviens. Nous avons trouvé un pays en faillite, parce que les ressources économiques du pays avaient été gâchées. On a retrouvé un pays qui vivait sa pire crise économique, avec des gens qui ne trouvaient pas de travail. Avec le gouvernement de Luis Arce, nous faisons tous les efforts nécessaires pour relancer l'économie et chercher à stabiliser la politique du pays. Toutefois, nous faisons face à des secteurs d'extrême droite et de droite qui tentent de déstabiliser la situation et d'organiser un affrontement entre Boliviens.



Pedro Castillo, nouveau président du Pérou avec Luis Arce, président de Bolivie.

RAWA.ORG

On observe une mobilisation de secteurs de droite, ces dernières semaines. Cela signifie-t-il que la droite n'a pas changé?

Il semble qu'il n'est pas suffisant que le président Luis Arce ait gagné les élections avec plus de 55% des voix. La droite, bien que minoritaire, veut conserver le pouvoir par la force. Elle cherche à fragiliser le gouvernement constitutionnel. Mais le peuple a une mémoire. Il est descendu dans la rue défendre la démocratie. En ce moment, on a une grande marche, une mobilisation du mouvement des indigènes, des secteurs syndicaux et populaires, qui ont convergé à La Paz pour défendre le gouvernement.

Le gouvernement a-t-il fait des compromis pour calmer la situation?

Jamais notre gouvernement ne conviendra d'accords avec la droite, parce que celle-ci veut diviser et détruire le pays. Nous avons pris la décision (à la mi-novembre - NDLR) de retirer une loi (sur le blanchiment d'argent -NDLR) qui, disaient-ils, nuisait au peuple. On a vu que, bien que le texte ait été retiré, le conflit perdure. Ils poursuivent leurs actions de déstabilisation contre le gouvernement. On voit que la question n'était pas la loi.

Est-il difficile de mener une politique progressiste quand l'opposition choisit la voie de l'affrontement insurrectionnel plutôt que le débat parlementaire?

Nous aimerions avoir une droite qui souhaite débattre, avec des propositions, qui discute des thèmes importants pour le pays, et non une droite qui utilise la violence, des groupes paramilitaires pour attaquer le gouvernement.

Après le coup d'État, avez-vous dû changer de politique?

Nous avons un projet clair, en faveur des secteurs les plus pauvres du pays, qui ont été marginalisés par l'État. Notre plan de travail, c'est un projet social et communautaire, en faveur des peuples indigènes, des secteurs populaires, dans le cadre d'une vision socialiste de la société et de l'État. Nous voulons renforcer notre État plurinational. Nous ne défendons jamais les intérêts capitalistes et les intérêts des multinationales.

Quel rôle Evo Morales joue-t-il désormais dans la politique nationale?

Il est désormais le chef du parti, le président du Mouvement pour le socialisme-Instrument pour la souveraineté des peuples (MAS-IPSP). En ce moment, il restructure le parti, il forme une nouvelle direction.

Vous avez fait référence aux ingérences étrangères. Le remplacement à la tête des États-Unis du républicain Donald Trump par Joe Biden a-t-il changé quelque chose? La possibilité d'un nouveau dialogue s'est ouverte. Mais certaines lignes de politique extérieure ne changent pas, quel que soit le gouvernement. Nous voudrions mettre en place une relation de dialogue et de respect, sans opposition, sans actions déstabilisatrices.

Vous êtes maintenant ambassadeur de la Bolivie auprès de l'Organisation des Nations unies. Le multilatéralisme est-il une solution aux problèmes des relations internationales, par exemple sur la question du climat? Le multilatéralisme est l'outil le plus équilibré que nous ayons dans les relations internationales. Mais il doit être plus effectif et doit obtenir de meilleurs résultats que ceux que l'on obtient aujourd'hui. Le problème est que les États défendent seulement leurs propres intérêts et non les intérêts collectifs de l'humanité.

Comment changer cela?

Par plus de dialogue, plus de débats, plus de transparence des positions de chacun. ■

Propos recueillis par Gaël De Santis
Paru dans L'Humanité

Protestation contre un projet minier

SERBIE • Le 4 décembre dernier, des dizaines de milliers de manifestant.es ont bloqué les routes et boulevards de villes serbes contre le projet d'exploitation des gisements de lithium à Loznica, dans l'ouest du pays. Un écocide serait en vue.

Ce projet, soutenu par le gouvernement néolibéral d'Aleksandar Vučić, doit permettre à la multinationale Rio Tinto d'exploiter le lithium présent près de la rivière Jadar. A hauteur d'un investissement de 2,4 milliards d'euros, le géant minier ambitionne de devenir le leader de la distribution de lithium en Europe, une position très intéressante alors que le marché des voitures électriques, dont les batteries nécessitent du lithium, est en pleine expansion.

Préoccupations environnementales

Les populations locales craignent pour les rivières Drina et Jadar, à côté desquelles plus de 57 millions de tonnes de déchets seront entreposées, et par lesquelles les eaux usées seront

évacuées. La crainte des habitant.es est également fondée sur le CV bien garni de la multinationale, active dans l'extraction de minerais. En effet, ses mines d'or en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont contribué au déclenchement d'une guerre civile, et en Australie, elle a réduit en poussière un site aborigène vieux de 46'000 ans pour extraire du fer.

Initiatives citoyennes

Une pétition intitulée «Dehors Rio Tinto» a été signée par 130'000 personnes en 2021, et les habitant.es se sont mobilisé.es tout au long de l'année contre ce projet écocide. Dans ce pays où ce sont les normes sanitaires qui s'adaptent au niveau de pollution, et non le contraire, les manifestations

pour un environnement plus vivable connaissent en général de fortes mobilisations.

En effet, la confiance dans les partis politiques est très faible. Ce qui implique que l'activité politique des Serbes s'organise en grande partie autour «d'initiatives citoyennes». Ainsi de nombreux collectifs et ONG pour la défense de l'environnement, qui ont lancé l'appel à descendre dans la rue samedi. La Serbie offre des conditions d'exercice idylliques à de telles organisations: l'air est considéré, sur l'ensemble du territoire, comme «nocif» selon les critères de l'OMS, et la capitale figure régulièrement dans le top 10 des villes les plus polluées au monde. Si les contestations de samedi dernier ont été parmi

les plus importantes ces dernières années et qu'elles ont fait l'objet d'une forte répression policière envers les manifestant.es, c'est qu'elles sont une réaction populaire à la modification de la loi sur les référendums, et à l'adoption de la loi sur les expropriations. Cette dernière permet une procédure d'urgence pour exproprier le propriétaire sous 30 jours.

Mécontentement généralisé

Les opposant.es au projet accusent les autorités législatives de s'arranger des moyens légaux, en dépit de la démocratie, pour faciliter sa concrétisation, et de vouloir attirer les multinationales sur les terres serbes, tandis que ces multinationales le présentent

comme une opportunité économique à ne pas manquer. Aucune activité à forte valeur ajoutée (comme la confection des batteries) n'est toutefois prévue en Serbie.

Le mécontentement suscité par la crise économique, la corruption et la mise aux enchères du pays et de ses travailleur.es se cristallise aujourd'hui dans la lutte pour un air respirable et des terres saines. Celle-ci pourrait constituer une opportunité pour les collectifs citoyens d'amener un projet politique populaire, afin de canaliser le mécontentement et les revendications en force motrice d'un changement social. Sans quoi, il y a fort à parier que les mobilisations ne restent au stade contestataire. ■

Andjela Velickovic

Ubérisation über alles?

DROITS SOCIAUX • Les collectifs touchés par l'ubérisation de l'économie se sont réunis à Bruxelles pour exiger des institutions européennes qu'elles défendent les droits du travail et régulent les entreprises de plateformes.

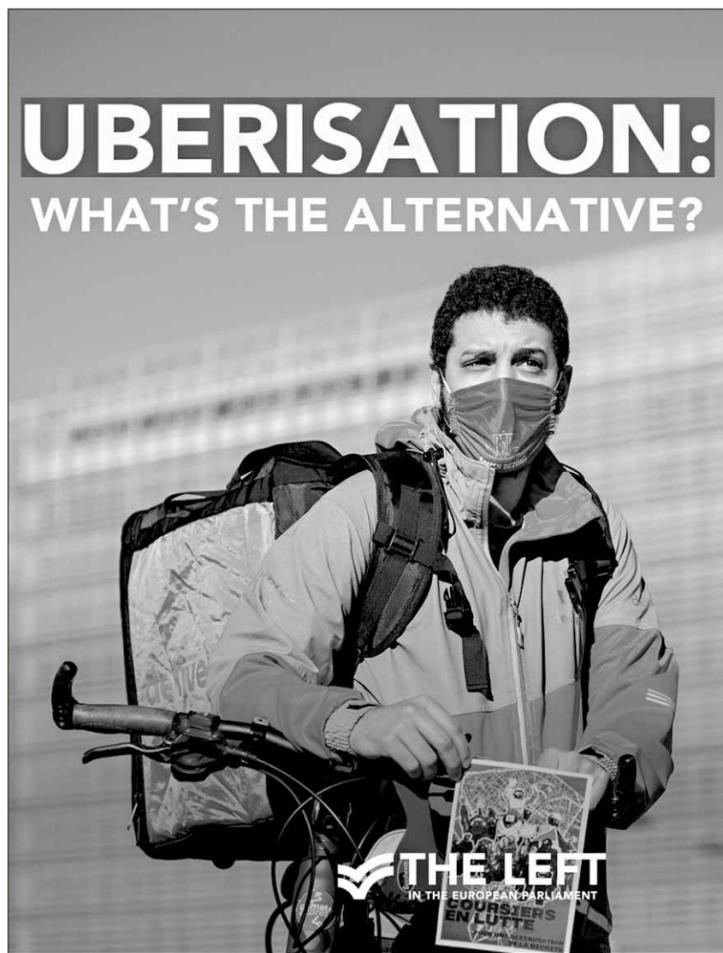
Un chauffeur de taxi de Vigo en Galicie, un chauffeur Uber californien, un kelly (précaire du nettoyage) des Asturies et un rider brésilien se réunissent dans une pièce pour organiser la lutte contre le dernier rebondissement néolibéral de l'exploitation du travail. Cela ressemble à une blague ou à un film de Wes Anderson, mais c'est bien réel. Ces personnes, ainsi que de nombreuses autres au profil similaire et provenant de plus de dix pays, se sont réunies début novembre à Bruxelles. La machine contre laquelle elles se battent? L'ubérisation de l'économie.

Asservissement digitalisé

La réunion s'appelait Forum transnational des alternatives à l'ubérisation, organisée par le groupe parlementaire européen La Gauche Elle a été le point de rencontre pendant deux jours pour la deuxième fois – la première en 2018 – de travailleurs, de syndicats, d'organisations sociales et d'experts. Ces derniers affrontent et subissent dans leur chair le «capitalisme de plateformes» et ses conséquences sur les droits du travail et, en général, sur la vie des gens.

Le terme d'ubérisation est devenu populaire aussi vite qu'un algorithme décide comment presser un travailleur. Non, il ne s'agit pas seulement de ces faux indépendants qui sont des chauffeurs de taxi avec des voitures noires ou des livreurs de nourriture à vélo avec des boîtes colorées sur le dos. Avocats, cameramen de télévision, interprètes, plombiers et même psychologues attendent dans un bar que vous «pleuriez sur eux». «L'ubérisation est un programme visant à asservir les travailleurs et elle va se répandre dans toute la société», a déploré Luciana Kasai, une rider et l'une des fondatrices d'Entregadores Antifascistas do Brasil.

«Il ne s'agit pas d'une question sectorielle, mais d'un modèle écono-



La Commission européenne prépare une directive pour le travail sur plateformes.

The Left

mique», a expliqué Nuria Soto, de l'organisation RidersXRights et membre de la coopérative Mensaka à Barcelone. Elle souligne la bataille culturelle que les entreprises de plateformes du monde entier ont menée contre la défense des droits du travail par des syndicats comme le sien. «L'un des grands défis est la bataille pour le discours et la monopolisation du message», déclare-t-elle, qui a également décrit les stratégies de création de syndicats pro-business financés par les entreprises elles-mêmes pour légitimer leur modèle d'embauche de tra-

vailleurs indépendants.

«L'algorithme est la boîte noire des relations de travail», a déclaré Rafa Mayoral, député d'Unidas Podemos, expliquant que des algorithmes incompréhensibles ont remplacé les contrats de travail qui précisent les conditions d'emploi. «Les relations de travail, ce que vous facturez pour un service ou vos heures de travail ont été remplacées par un algorithme totalement opaque pour le travailleur», a déploré le député. Il a déclaré que les institutions publiques doivent veiller à ce que l'algorithme soit totalement

transparent et accessible au travailleur. Ceci de la même manière qu'un contrat de travail l'est lors de sa signature.

L'auteur du livre *Désubériser, reprendre le contrôle*, le Franco-suisse Florian Forestier, a expliqué lors de la conférence que les entreprises de plateformes et leurs algorithmes «s'amusent avec nos vies». Il a donné un nom à cette variable géolocalisée sur une carte: pokémon. «Les riders ou les chauffeurs de VTC deviennent des pokémons à qui l'on fait croire qu'ils auront de l'indépendance. Mais ils sont subordonnés à des machines, qui ont été créées grâce à nos données personnelles».

Que fait l'Europe?

En Espagne, la nouvelle loi Rider, en plus d'obliger les entreprises de plateformes à se conformer au statut des travailleurs, offre la possibilité à l'inspection du travail et aux syndicats d'ouvrir ces boîtes noires. Mais elle pose un nouveau problème: les syndicats et l'administration publique sont-ils à la hauteur du défi que représente la compréhension d'un algorithme? La réunion de ces secteurs ubérisés ne s'est pas tenue à Bruxelles par hasard. Après ces journées à tisser réseaux et stratégies, plusieurs représentants des collectifs ont rencontré le commissaire européen à l'emploi et aux affaires sociales, Nicolas Schmit. Ceci pour présenter leurs revendications et se plaindre de l'absence de défense des travailleurs face à la réglementation et aux institutions européennes.

A l'heure où, par ailleurs, la nouvelle directive devant encadrer l'économie de plateformes et les droits des travailleurs est en cours d'élaboration (qui devait être publiée cette semaine à Bruxelles nldr), «la nouvelle directive qui protège ces travailleurs de plateformes doit tenir compte non seulement de la transparence des algorithmes, mais aussi de la lutte contre les paradis fiscaux dont bénéficient

ces plateformes et les fonds vau-tours», a déclaré Idoia Villanueva, députée européenne et secrétaire internationale de Podemos. «Le commissaire a pu écouter aujourd'hui le seul lobby qui compte vraiment: celui des travailleurs de notre pays», a souligné le député européen.

Emprise grandissante

Les différents groupes pressés par l'économie de plateformes et les algorithmes ont soulevé auprès de la Commission européenne le problème précité de l'extension de l'ubérisation à d'autres secteurs. «Les algorithmes entrent dans les hôtels. En plus d'être des femmes précaires, nous avons maintenant un téléphone portable qui nous indique combien de temps nous pouvons rester dans chaque pièce. Nous demandons que les algorithmes soient contrôlés afin qu'ils n'entrent pas dans tous les secteurs de la société», ont déclaré les kellys de différentes villes d'Espagne. «Ils vont s'en prendre à tous les secteurs pour continuer à faire des profits. Il est temps de légiférer pour la majorité et non pour une minorité», a déclaré un syndicaliste de Correos en Lucha (précaires de la poste espagnole).

Ce «lobby des travailleurs», comme l'a dit Idoia Villanueva, est clair: si les lois et les institutions n'agissent pas, ils le feront eux-mêmes, comme cela s'est produit en d'autres occasions. «Nous sommes très organisés et très déterminés à ce que si cette directive n'arrête pas ces entreprises, nous le ferons nous-mêmes et occuperons les rues et les frontières si nécessaire, car nous y sommes préparés», a déclaré Tito Álvarez de Taxi Project (taxis barcelonais contre Uber), portant un gilet jaune réfléchissant avec des lettres dans le dos où l'on peut lire «Don't Let Uber Make the Law». ■

Yago Alvarez Barba

Paru dans *El Salto* en CC, adapté par la rédaction

La gauche victorieuse au Honduras

HONDURAS • Xiomara Castro, ancienne Première dame du Honduras de 2006 à 2009, vient de gagner l'élection présidentielle de cette république d'Amérique centrale.

«Nous avons gagné!» a lancé Xiomara Castro. C'est historique. A 62 ans, elle devient la première femme présidente du Honduras. Largement en tête dès le premier tour avec 53,6% des voix sur les 51% de votes dépouillés, elle brise plus de cent ans de bipartisme. Historique encore car Xiomara Castro, qui a fondé le parti Liberté et Refondation (Libre), bat la droite en défendant la construction d'un «Etat socialiste démocratique». Un véritable changement idéologique représenté par «une femme engagée envers ce peuple hondurien, contre un modèle qui, ces dernières années, s'est consacré à créer de la pauvreté, de la misère et de l'exclusion», note le quotidien argentin *Página 12*.

Ce socialisme hondurien démocratique, développe Xiomara Castro dans son programme, a pour but suprême «l'être humain» et cela passe par «une consultation populaire pour que le peuple s'organise et élise l'Assemblée nationale constituante et rédige une nouvelle Constitution». Dans un Honduras traditionnellement conservateur, il s'agit d'une véritable rupture. La future cheffe de l'Etat affirme aban-

donner «l'application du modèle néolibéral» pour planifier un développement social et économique organisé par l'Etat en faveur de «l'humain».

Dénigrée durant la campagne en étant présentée par les médias comme la femme de l'ancien président Manuel Zelaya(!) renversé par un coup d'Etat en 2009 par les milieux économiques, les libéraux et la droite soutenus par les États-Unis, elle apparaît déterminée à réussir cette «révolution». Xiomara Castro se définit comme «féministe, antipatriarcale et révolutionnaire». Malgré les pressions de l'Eglise et des conservateurs, elle propose de promulguer la «dépénalisation de l'avortement pour trois raisons universelles: risque pour la vie de la mère, que la grossesse soit le produit d'un viol ou que le fœtus présente des malformations». La nouvelle présidente promet également de s'attaquer aux violences sexuelles, à la corruption, en réclamant aux Nations unies une commission internationale contre la corruption et l'impunité au Honduras. La bataille débute. ■

Vadim Kamenka

Paru dans *L'Humanité*

Big Brother sous éthique?

GLOBALISATION • Les Etats membres de l'Unesco ont adopté une première norme mondiale sur l'éthique de l'intelligence artificielle. Un texte incitatif et non contraignant.

L'Unesco n'hésite pas à en parler comme d'un accord historique. Lancé en 2018 par l'agence spécialisée onusienne, un programme fixant un cadre éthique pour l'utilisation de l'intelligence artificielle vient d'être adopté par 193 Etats à Paris. «Il s'agit du premier cadre normatif mondial, tout en donnant aux Etats la responsabilité de le mettre en œuvre à leur niveau», a souligné, Audrey Azoulay, directrice générale de l'agence. Le texte projette de donner des garde-fous aux transformations numériques, en favorisant les droits de l'homme et en contribuant à la réalisation des Objectifs de développement durable. Il fixe trois cibles, à commencer par la protection des données. Le texte stipule que tous les individus doivent pouvoir accéder à leurs données personnelles, voire les supprimer. Il veut également accroître la capacité des régulateurs du monde entier à faire respecter ces règles.

Le projet veut aussi interdire explicitement l'utilisation de systèmes d'IA pour le scoring social (notation des individus) et la surveillance de masse. L'Unesco entend également favoriser l'évaluation par les Etats membres de l'impact de ces systèmes sur les personnes, la société et

l'environnement. Pour finir, la recommandation projette que tous les acteurs du secteur privilégient les méthodes d'IA économes en données, en énergie et en ressources, «afin que l'IA devienne un outil plus important dans la lutte contre le changement climatique et la résolution des problèmes environnementaux». Reste à savoir maintenant si cette future norme pourra dompter les Gafam (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) et autres géants du secteur? Pas vraiment, les Etats-Unis, tout comme Israël, se sont retirés de l'Unesco en 2017. ■

JDr

IMPRESSUM

Société d'édition de GaucheBdo
25, rue du Vieux-Billard, 1205 Genève
Paris Kyritsis, président

Rédaction
redaction@gauchebdo.ch
022 320 63 35

Abonnements
abo@gauchebdo.ch
www.gauchebdo.ch/abonnements
CCP 12-9325-6

Administration
administration@gauchebdo.ch

Maquette
Solidaridad Graphisme,
Genève

Impression
Pressor, Delémont

Parution
Gauchebdo paraît 40 fois par année

Entre autosatisfaction et esprit critique

HISTOIRE • Le Parti socialiste neuchâtelois a édité une brochure à l'occasion de son 125^e anniversaire. Il a notamment lutté pour empêcher la classe ouvrière de voter en faveur des initiatives xénophobes sur la «surpopulation étrangère».

L'opus s'adresse certes d'abord aux «camarades socialistes» du canton, mais il peut intéresser toutes les personnes concernées par la vie neuchâteloise. Écrit par un collectif d'auteurs et richement illustré, il aborde l'histoire du PSN de façon tout à la fois biographique, chronologique et thématique.

Même si celle-ci s'est faite en plusieurs étapes, on a retenu le 13 septembre 1896 comme date de naissance, à La Chaux-de-Fonds, du Parti socialiste neuchâtelois. La cité horlogère des Montagnes, ainsi que sa sœur, Le Locle, resteront jusqu'à nos jours ses bastions. L'auteur de ce chapitre résume bien les diverses influences qui concoururent à cette naissance: celles du «radicalisme de gauche», du protestantisme social, du fouriérisme, de l'anarchisme, de la société du Grütli, du mouvement coopératif et syndical. Sa base sociologique se constituait d'ouvriers horlogers pour l'essentiel. Si le PSN a toujours eu une spécificité, c'est son antimilitarisme virulent, attisé par les interventions de l'armée, notamment celle de 1904, contre une grève des maçons à La Chaux-de-Fonds.

Unité des forces de gauche

Deux grandes figures vont lui donner une impulsion, celles de Charles Naine (1874-1926) et d'Ernest-Paul Graber (1875-1956). Ainsi que la parution du journal *La Sentinelle*. Celui-ci exercera une grande influence. Malgré sa fusion en 1965 avec *Le Peuple*, organe du Parti socialiste vaudois, le quotidien disparaîtra en 1971 et ne sera jamais vraiment remplacé. Et l'auteur de faire au passage une fleur au Parti suisse du Travail qui, malgré les difficultés financières que l'on sait, a réussi à remplacer la *Voix Ouvrière* par notre *Gauchebdo*. De manière générale, l'ouvrage témoigne d'une attitude sympathique envers le POP neuchâtelois, concurrent certes mais surtout



Charles Naine haranguant la foule à La Chaux-de-Fonds, le 1^{er} mai 1923.

allié. Il montre que, sans l'unité des diverses forces de la gauche, cette dernière n'essuie que des échecs électoraux ou en votation populaire. Certains de nos partis cantonaux feraient bien d'en retenir la leçon... Une place importante a été accordée au fort engagement du PSN contre le fascisme. On relèvera cependant une petite erreur: non, *La Senti*, comme on l'appelait familièrement, ne fut pas la seule, dans la presse romande «qui aura le courage de dénoncer, malgré la censure, les crimes perpétrés par les nazis et leurs séides dans les pays occupés.» C'est oublier les

nombreux organes de la presse clandestine communiste comme *La Vague*, *L'Étincelle*, *La Vérité*, etc.

Si l'ouvrage relate bien sûr les succès du Parti socialiste neuchâtelois, ce que l'on peut comprendre, il a l'honnêteté de ne pas cacher ses revers, ses controverses internes, par exemple sur le sujet de la participation au gouvernement. Il évoque le cheminement politique de Jules Humbert-Droz, qui quitta le PSN pour adhérer au Parti communiste, devint secrétaire de la III^e Internationale à Moscou, avant d'être exclu de celui-ci et de revenir au Parti socialiste, à nou-

veau comme secrétaire. Il n'élude pas l'existence, certes éphémère, de la Nouvelle Gauche socialiste (1958-1963), formée de dissidents du PSN critiquant la politique socialiste envers le Tiers-Monde et face à la guerre d'Algérie, ainsi que de militants en rupture avec le POP, choqués par l'intervention soviétique en Hongrie de 1956 et, deux ans plus tard, la pendaison d'Imre Nagy. La plupart des membres de la NGS regagneront le bercail après sa dissolution, à l'exemple du futur conseiller d'Etat René Meylan (1929-2000). La politique économique de ce dernier

sera par ailleurs controversée, suite à la très grave crise économique de 1974 qui frappera lourdement le canton de Neuchâtel, et surtout les Montagnes horlogères. Entre 1974 et 1975, il perdra en effet 4507 postes de travail complets! Or le PSN et son représentant au gouvernement mettront du temps à réagir, refusant dans un premier temps l'intervention de l'Etat, avant de comprendre sa nécessité et de «mettre le paquet» pour initier une promotion économique vigoureuse. Comme dans les autres sections cantonales, le Parti socialiste neuchâtelois dut se battre pour dissuader la classe ouvrière de voter en faveur des initiatives xénophobes contre la «surpopulation étrangère». Il en alla d'ailleurs de même dans le Parti suisse du Travail.

Place aux femmes et aux jeunes

D'autres chapitres de la brochure sont consacrés aux femmes socialistes qui, à l'instar de tous les partis politiques, durent lutter pour se faire une place et finalement accéder au gouvernement, et à la Jeunesse socialiste souvent critique face à l'orientation générale du PSN jugée trop accommodante avec le système bourgeois. Il est question aussi de la protection de la nature incarnée notamment par Archibald Quartier (1913-1996), ou encore à la politique du parti face à la culture, dont l'inauguration en 1921 de la Maison du Peuple de La Chaux-de-Fonds représenta une étape importante. Elle se voulait un lieu «où l'ouvrier pourrait s'instruire et se recréer sainement, échappant ainsi aux funestes effets de l'alcoolisme». Et pour celles et ceux qui, suivant cette injonction un brin moralisatrice, voudraient en savoir plus, une petite bibliographie complète l'ouvrage. ■

Pierre Jeanneret

125 ans en mouvement. Parti socialiste neuchâtelois 1896-2021, édité par le point. On peut l'obtenir au siège du PSN, avenue de la Gare 3, 2000 Neuchâtel.

Retour aux vraies sources de l'existence

LIVRE • Le Valaisan Tomasz Fall nous parle du «premier homme» dans un superbe livre de photographies.

Avec son titre à rallonge, *Le premier homme, enquête sur la vie singulière de Monsieur B. menée par Tomasz Fall*, en police de caractères majuscules dans une forme de jeu graphique à la Guillaume Apollinaire sur fond vert élégant, le livre intrigue. S'agit-il d'un album de photos, d'un livre d'art, d'un essai biographique ou poétique? A quoi correspondent ces mystérieuses vingtaines de pages liminaires, où sont minutieusement recensés des jours et des heures, avec quelques indications en espagnol? Tout s'éclaire pourtant lorsque l'on comprend que cette compilation d'horaires de travail mois après mois et années après années est celles d'un couple de travailleurs émigrés espagnols en Suisse. La femme s'appelle Elena et Monsieur B. est son mari. Au fil d'une interview transcrite sur machine Hermès Baby, l'on apprend qu'ils ont travaillé durant quarante ans dans l'horticulture et que le travail était extrêmement dur. Que la tentation de revenir au pays a toujours été présente après l'achat d'une maison là-bas, mais que la naissance d'enfants a changé le projet. Et puis un jour, une rupture s'est produite. Une épiphanie – au sens d'une prise de

conscience soudaine et lumineuse de la nature profonde du monde est apparue – et Monsieur B. est parti. Quittant le monde humain et sa famille, il s'en est allé en forêt pour se reconnecter avec la terre, loin de l'aliénation du travail et de la société de consommation. «Toute personne en quête de soi est "le premier homme": Il refuse de participer aveuglément à l'exploitation de l'homme et de l'environnement», scelle Elena dans un jugement sur son mari.

Pour illustrer cette conversion, l'auteur, Tomasz Fall (sous son pseudonyme d'artiste) livre toute une série de photographies. On y voit Elena et Monsieur B. dans des instantanés de famille, comme on en connaît tous, dans des intérieurs années 70, et aussi des traces en palimpsestes de ce retour à la nature, avec images de grands espaces montagnards et forestiers, des gros plans en éclat du ciel et de l'univers, dans une dialectique entre fermeture et ouverture existentielles. Le tout permettant de s'approcher au plus près de la vérité de la vie des deux protagonistes. Pour notre rédacteur, Jean-Marie Meilland, qui signe la dernière partie de l'ouvrage, «Monsieur B. est un homme

complet», ce que l'on comprendra comme l'opposé de l'homme unidimensionnel défini par le philosophe marxiste et membre de l'Ecole de Francfort, Herbert Marcuse. Dans son texte final, il donne d'autres clés et rappelle les grands âges de l'Humanité, comme des contrepoints du parcours de Monsieur B. Il y eut l'ère de la subsistance néolithique, puis le temps de la division du travail au Moyen-Age, puis le basculement sur vers le modèle capitaliste. Et après? Avenir effondré ou germes d'espoir? Pour lui, «l'expérience de l'ère industrielle, notamment celles des mouvements socialistes, aura appris à un certain nombre que les solutions coopératives sont préférables, et dans un certain nombre de communautés et si possible dans leur majorité, des systèmes plus justes, plus démocratiques et plus humains pourraient se constituer». De quoi faire revenir Monsieur B., le premier homme – Zarathoustra contemporain – chez les humains? ■

Joël Depommier

Le premier homme, enquête sur la vie singulière de Monsieur B. menée par Tomasz Fall & une longue période de cohabitation avec le sujet, à travers un entretien avec Madame P., Edition Skinnerbook.com

Un atlas contemporain des esclavages

A l'occasion de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage, la fondation Rosa Luxemburg, qui a ouvert une antenne à Genève, vient de publier un *Atlas des esclavages*. En 25 articles et plus de 50 graphiques, la revue explique les différentes formes actuelles de cette traite, rappelant que selon les dernières estimations de l'Organisation internationale du travail, au moins 40 millions de personnes dans le monde sont touchées par «l'esclavage moderne». De la Mauritanie au Brésil et aux Caraïbes, en passant par le Cambodge la Corée du Nord, sans oublier l'Union européenne, avec des dizaines de milliers de personnes victimes de prostitution forcée, de servitude pour dettes et de travail forcé dans l'élevage de bétail en Roumanie, la revue nous révèle les enjeux contemporains de ce fléau. Elle recense aussi les secteurs à problème, de chaînes de production, aux enfants soldats, en passant par la pêche. «Chaque année, seuls 0,2% des cas d'esclavage dans le monde font l'objet d'une enquête et de poursuites. Alors que le travail forcé génère 150 milliards de dollars de bénéfices par an, les pays de l'OCDE ne consacrent que 0,08% de cette somme par an à la lutte contre l'esclavage. Avec cet *Atlas des esclavages*, nous souhaitons sensibiliser au phénomène largement méconnu de l'esclavage au XXI^e siècle et contribuer à inscrire cette question à l'agenda politique», conclut la revue. ■

Réd.

Atlas des esclavages, Rosa Luxemburg Stiftung, à consulter sur le site de la fondation www.rosalux-geneva.org

D'Alice à Nils, l'enfance et ses théâtres

THÉÂTRE • «Alice, retour aux merveilles» d'après Lewis Carroll et «Nils, le merveilleux voyage» adapté du roman de Selma Lagerlöf sont de ces récits initiatiques ayant le mieux compris l'Enfantin en quête et en lutte.

L'Alice de Lewis Carroll est désormais un être indépendant de 28 ans attendant un heureux événement, test de grossesse en main. Dans la très libre adaptation réalisée par The Divine Company, *Alice, retour aux merveilles*, elles sont plutôt deux femmes à se mettre à la recherche du fameux lapin blanc, tour à tour marionnette doudou à main et humain à masque et démarche lapinesques (Florian Sapey). Ces deux femmes déterminées sont Alice et sa terrible mère. Celle-ci est servie par Yasmīna Saegesser en Cruella fashion, voire ex-fétarde, côté monde réel. Reine rouge à la coiffe et bustier déclinant les cœurs brisés, côté conte. Deux univers intimement mêlés.

Songerie graphique

Au fil de cette étonnante rêverie pour les dès 7 ans, reflet à peine décalé du monde réel comme dans les récits de l'écrivain nippon Haruki Murakami, la jeune femme tente de maîtriser une large palette d'émotions afin de mieux se circonscrire et définir. Un spectacle énigmatique, burlesque et délicieux.

Scandée de colonnes devenant retables, la scénographie amovible évoque, elle, les créations hypnotiques d'un Jean-Christophe Averty. Elle est réussie par sa capacité à suggérer situations et lieux avec une grande économie de moyens. C'est peu dire que la juvénile Amélie Vidon fait merveille dans le rôle-titre. Jusque dans son vertige au cœur d'une forêt aux branches silhouettées. Vêtue façon années 60 comme les épouses stylisées, raffinées aux imprimés vintages de la série *Mad Men*, la comédienne rapatriée dans son jeu le meilleur de la pétillante star américaine Cameron Diaz.

Alice est ainsi un savant et subtil cocktail d'intranquillité et d'aplomb prompt à transcender les situations les plus périlleuses. Ou les plus étranges. A l'image de cette tapisserie florale s'animant de présences «plantées-là bêtement» selon le Chapelier Fou. Dominique Tille lui prête son excentricité de dandy maniéré qui tutoie la grâce fêlée d'un Johnny Depp dans le même rôle chez le cinéaste Tim Burton. «Ici tout est possible, surtout l'impossible», chante-t-il, lyrique, à la déphasée Alice.

La mise en scène du monde imaginaire verse



Le parcours de l'héroïne se dessine à travers l'exploration de ses émotions dans «Alice, retour aux Merveilles».

Philippe Pache

dans le fantastique. Elle est servie par un paysage sonore épique et des bruitages expressifs. Amélie Vidon résume à elle toute seule la beauté de ce théâtre artisanal et forain proche parfois de l'esthétique des Deschiens. Par une fable qui s'intéresse aux failles des êtres porteuses d'une demande d'amour indicible, cette création se révèle ample et généreuse, telle une source inépuisable de plaisir et d'émerveillement.

Les maladroites des personnages traduisent la cruauté du monde, celle qui s'exerce sur eux. En témoigne le binôme de binoclards formé par Bonnet Blanc et Blanc Bonnet – Florian Sapey et Karim Slama, irrésistibles de métaphysique et existentialisme loufoques.

Moi, petit et méchant

Mêlant marionnettes aux corps découpés, humains animalisés et interprètes de chair, *Nils*,

le merveilleux voyage de Selma Lagerlöf, féministe suédoise de la première heure, ouvre aux dès 5 ans un univers en miroir poétique de leur place mise à mal – ou rarement pleinement reconnue – au sein de la société, du système scolaire et de la cellule familiale.

Mise en scène par la Compagnie lausannoise Pied de Biche pour théâtre de marionnettes et interprètes à taille humaine, dont le menaçant renard Smirre (Philippe Chosson) et le sympathique chien domestique Plouf (Frédéric Ozier), voici une adaptation réussie de ce récit de la première lauréate du Nobel de littérature. Issu d'une légende nordique, *Nils* est un garmement se métamorphosant en un être résilient, ouvert et altruiste. Dès l'entame, on le découvre sous les traits de la malicieuse Dominique Gubser martyrisant le chat du foyer de pauvres fermiers, refusant devoirs et tâches contraignantes.

Dans la vie de cet enfant tyran, nul temps pour l'ennui, le rêve, la création... il reste enfermé dans des forces pulsionnelles. Un jour, un lutin grognon, gardien de la maison, le transforme en marionnette haute comme trois pommes. Le chat, que la maltraitance subie rend agressif, devient alors son prédateur naturel et familial.

Métamorphose bénéfique

Pour réaliser sa mue bénéfique au cœur de ce profond conte initiatique, Nils peut compter sur plusieurs amis. Comédienne un brin androgyne, mêlant une physionomie enfantine dans un corps adulte, Pascale Güdel rend d'abord trait pour trait la méchanceté farceuse et inconsciente de sa cruauté du chenapan. Puis sa peur tremblante alors que, réduit à l'état de chétive et malingre marionnette, le garmement doit affronter un univers devenu soudain nettement moins docile à ses aspirations de toute-puissance.

Quant à Julie Burnier, elle passe tour à tour sur scène la Souveraine des oies, la grue punkette Akka, une placide girafe et la grand-mère voutée en attente d'une lettre qu'elle peut davantage sentir que lire. Pendant cette odyssée, Nils Holgersson change et revisite de fond en comble sa vision du monde. Mais retrouvera-t-il sa taille normale?

Grands oubliés

Résignés sous confinements et contraintes sanitaires, paniqués, les enfants sont possiblement les grands oubliés de ces temps troublés. Or ils sont souvent montés en première ligne de vie aidant aux tâches ménagères notamment. Ceci sans guère de reconnaissance pour leur dévouement. Quant à les rétribuer et leur donner de véritables droits effectifs, dont celui de lutter pour l'avenir de l'humanité... Il est donc heureux que le théâtre puisse leur permettre de trouver réconfort et accueil tant pour leur imaginaire que leur vécu. ■

Bertrand Tappolet

Alice, retour aux merveilles, Petit Théâtre, Lausanne. Jusqu'au 31 décembre. *Nils, le merveilleux voyage*, Théâtre du Loup, Genève. Du 15 au 19 décembre.

PUBLICITÉ

M A N I F

11 décembre 14h Place Neuve

Face à la montée des forces réactionnaires turques, solidarité avec la révolution du Rojava, le peuple kurde et le PKK

Bexwedan jiyane !
LA RÉSISTANCE C'EST LA VIE !

Centre Kurde des droits de l'Homme, Société démocratique des Kurdes à Genève, Bureau autonome des Régions du Nord et de l'Est de la Syrie, Parti du Travail, Jeunes POP Ge, Résistons, Ensemble à gauche, Secours Rouge Genève, Solidarités, Engageons les Murs, CUAE, Parti Socialiste genevois, Formation révolution, Les vert-e-s

Retour sur les tragédies de l'Histoire

LIVRE • Pascal Rebetez, ex-journaliste à la TSR, part en voyage sur les traces des génocides du 20^e siècle.

Pascal Rebetez est connu comme ancien journaliste à la TSR. Suite à une rupture conjugale, il est allé sur les traces de ses anciens reportages. Il adresse son livre à son nouvel amour, Nouchka, sur un ton qui rappelle nos émois adolescents. Il va lui décliner un «patchwork» où s'entremêlent «la grande et les minuscules histoires mêlées». Il assume donc la «discontinuité narrative» de son récit. C'est l'occasion pour l'auteur de se souvenir de ses voyages de jeune homme, accomplis à une époque révolue, que nous avons personnellement bien connue, celle où les cartes bancaires et surtout les téléphones portables n'existaient pas, et où le voyage signifiait une vraie coupure. Son parcours s'inscrit dans la tradition des écrivains voyageurs, tels Isabelle Eberhardt et Nicolas Bouvier. L'opus est d'ailleurs préfacé par un autre amateur de grands espaces parcourus à pied, Daniel de Roulet.

Mais surtout, Pascal Rebetez va se trouver sur le terrain de trois épouvantables génocides qui ont marqué la fin du 20^e siècle. D'abord celui du Rwanda en 1994, dont les traces sont encore partout perceptibles, et où survivants

des victimes et des bourreaux se retrouvent condamnés à vivre côte à côte. L'auteur ne se contente pas de déplorer cet abominable crime collectif dont il rappelle les détails sanglants, parfois insoutenables. Il pointe du doigt les responsabilités de l'ONU, celles de la France mitterrandienne et celles, moins connues, de l'Eglise catholique. Sait-on par exemple qu'un archevêque d'origine valaisanne, Mgr Perraudin (décédé en 2003, ndlr), avait par ses prêches «ethniques» distinguant Hutus et Tutsis, comme l'avait fait le colonisateur belge, encouragé les massacres successifs qui précéderent le génocide? Et que le curé de Nyanga donna l'ordre de démolir son église au bulldozer, tuant ainsi «deux mille de ses propres fidèles qui s'y étaient réfugiés»?

Autre terre marquée par une tragédie génocidaire, l'ex-Yougoslavie, dont Pascal Rebetez montre les stigmates, et notamment les destructions commises par les Serbes à Dubrovnik.

Il relate aussi un massacre oublié, celui commis en 1897 à l'Est de la Crète, devenue la terre d'accueil de l'auteur, et commis par la population grecque contre ses voisins turcs, avec lesquels

elle vivait jusque-là en bonne intelligence: «Hommes massacrés, femmes éventrées, garçons émasculés, filles brûlées ou violées, membres arrachés et jetés aux chiens, mamelles coupées, coups de fusils, de sabre ou de couteau, rien n'a manqué aux abominations». Ce faisant, l'auteur se situe à rebours d'une histoire officielle grecque exaltant l'esprit de liberté et l'héroïsme des Crétois soumis au joug ottoman.

Enfin, se référant à la fameuse «banalité du mal» de Hannah Arendt, il confesse que lui aussi aurait pu devenir un tueur, comme peut-être chacun d'entre nous. Très engagé dans la lutte des Jurassiens pour leur indépendance, il aurait bien pu, lors des affrontements de Moutier, abattre quelques grenadiers bernois détestés... Et de conclure: «Il n'y a pas de réponse à la barbarie humaine, il y a des interrogations». En bref, voici un petit opus attachant, dont le ton oscille entre amertume, humour désabusé, exaltation amoureuse et révolte devant les tragédies génocidaires. ■

Pierre Jeanneret

Pascal Rebetez, *Tenir sur les talus*, Vevey, Editions de L'Aire, 2021, 79 p.